

ÉQUIPES POPULAIRES DE 1001 MANIÈRES

Par Monique Van Dieren



Au sein des Équipes Populaires, les pratiques d'éducation permanente ont évolué au fil du temps. Le modèle unique de groupe local des trente premières années s'est progressivement transformé en un foisonnement de pratiques et d'initiatives diverses qui coexistent, se complètent, s'influencent, s'alimentent les unes les autres. Ces manières de faire ont, chacune, leurs forces et leurs faiblesses.

Dès la création du mouvement en 1947 et dans les années 50, 60 et 70, la toute grande majorité des groupes locaux des Équipes populaires étaient constitués de personnes habitant dans un même quartier ou commune. Quelques-uns rassemblaient des personnes travaillant dans la même entreprise. Ces groupes pratiquaient la « révision de vie » : au départ de leur expérience personnelle, ils débattaient des réalités du monde du travail et s'interrogeaient sur les injustices sociales.

L'ÉQUIPE POPULAIRE « HISTORIQUE »

Au fil du temps, ces groupes ont évolué (disparition de la référence évangélique au profit de l'analyse de l'actualité par exemple), mais il reste encore aujourd'hui des groupes enracinés dans cette pratique. Ceux-ci visent la stabilité dans le fonctionnement, la composition, et la continuité dans le temps. À force de se voir régulièrement depuis plusieurs années et de débattre des questions de société, ils finissent par constituer un groupe soudé, regroupant des militants très « politisés », engagés à tous niveaux du mouvement, y compris dans d'autres associations. Il y a une forte dimension d'émancipation individuelle grâce à l'apport du groupe. « *L'équipe locale, c'est ma seconde famille* » a-t-on pu entendre dire.

Le puissant ancrage de ce type de groupes a pu conduire certains à penser que cette manière de faire était la seule possible. Notre mouvement a ainsi connu des réticences à l'émergence d'autres modèles. « *Les groupes qui cultivent un potager, font du tricot ou des produits ménagers, préparent un repas, ce n'est pas de l'éducation permanente...* ». Heureusement, ces préjugés ont été dépassés par une confrontation à la réalité, par-delà les apparences.

Ces groupes ont aussi parfois des difficultés à être présents sur l'espace public et à s'ouvrir à de nouveaux membres, notamment des plus jeunes. C'est la raison pour laquelle ils sont de moins en moins nombreux. Par ailleurs, ce type de militance est de moins en moins recherché par les plus jeunes, qui optent davantage pour des actions de plus courte durée et/ou pour une cause précise.

UN THÈME COMMUN TRAVAILLÉ PARTOUT

En 1988, le mouvement choisit de travailler un thème commun à l'ensemble du mouvement (du communautaire au local) : « Travailler moins, travailler tous, vivre mieux ». Pendant trois ans, cette dynamique porte une revendication socio-politique forte : la réduction du temps de travail, avec ses deux corollaires : la réduction du chômage et l'augmentation du temps libre.

Une grande enquête est lancée, relayée par la plupart des groupes locaux. Elle porte sur le temps de travail mais aussi sur l'occupation des temps libres, la répartition des tâches ménagères, l'accès aux activités culturelles... Cette enquête est relayée et analysée par la plupart des groupes locaux qui marchent « comme un seul homme » derrière une action initiée par le mouvement communautaire. Des outils d'animation sont proposés, notamment un argumentaire pour défendre la réduction du temps de travail auprès du grand public.

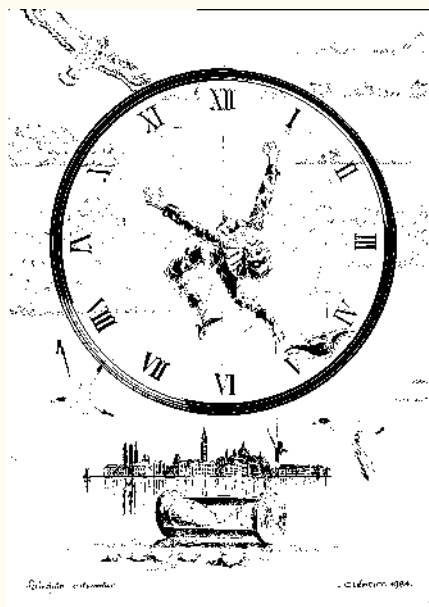
Cette dynamique commune a été portée et suivie à tous niveaux du mouvement, ce qui a donné du poids à ses revendications et a procuré le sentiment de « faire mouvement », un mouvement solide et uni. Ce n'est pas sans raison que « *les Équipes populaires, une force pour mieux vivre* » fut le slogan choisi pour définir le mouvement suite à cet élan commun.

Dans la trajectoire pédagogique du mouvement, on peut dire que c'est le dernier thème commun qui a réellement mobilisé la quasi-totalité des groupes locaux. Les campagnes de sensibilisation développées depuis les années 2000 n'ont jamais eu la prétention de mobiliser l'ensemble des groupes locaux autour d'un thème commun, mais elles se sont appuyées sur leurs réseaux pour les relayer auprès de l'opinion publique.

LES ARTISTES DU SOIR ET DE LA NUIT

À l'occasion du 40^e anniversaire des Équipes Populaires en 1987, le mouvement avait décidé de mettre en avant dans une exposition les talents artistiques de personnes membres ou sympathisantes du mouvement. L'objectif : valoriser une forme d'expression peu connue et peu reconnue dans le milieu populaire. On les a appelés « les Artistes du soir et de la nuit », car il s'agissait d'artistes amateurs qui pratiquaient leur art (peinture, sculpture, poésie) dans l'ombre, en toute discrétion.

L'exposition (et sa préparation) a créé une dynamique collective entre les artistes, qui ont exprimé l'envie de se retrouver pour « briser la solitude de l'artiste ». Cela a donné naissance à plusieurs groupes d'artistes à Liège, Charleroi et au Brabant wallon, qui se réunissaient pour créer ensemble et préparer des expositions collectives, notamment dans le cadre de rencontres organisées par les EP.



Oeuvre réalisée par un "Artiste du soir et de la nuit", 1984

Cette démarche a créé un fort engouement dans le mouvement. Ce fut la découverte d'une autre forme d'expression que la parole ou l'écrit pour exprimer sa vision de la société. En effet, la plupart des artistes étaient très « politisés » dans leur manière de penser (et de s'exprimer), même s'ils n'étaient pas nécessairement portés vers l'action ou la revendication politique.

Cette initiative a été très valorisante pour des personnes du milieu populaire dont les talents n'étaient pas reconnus. Plusieurs expositions collectives ont été organisées en Wallonie (et même en France, à la demande de la CFDT !). C'était l'époque où la Communauté française cherchait à mettre en évidence l'importance de la « démocratie culturelle », contrairement à la vision élitiste de la « démocratisation de la Culture ». Pourtant, cette activité a été vivement critiquée par l'administration de l'époque, qui la jugeait avec condescendance, considérant qu'il ne s'agissait pas de « vrais » artistes.

TABLES ET FOURNEAUX

Autre initiative développée à Charleroi (*La Table d'Autres*) et au Brabant wallon (*L'Autre table*) : proposer à des personnes de confectionner ensemble un repas avec des invendus préalablement récoltés au marché. Il s'agit de créer un moment convivial et participatif : on va ensemble au marché local, puis le soir ou le lendemain on prépare ensemble un repas en fonction de ce qu'on a reçu des maraîchers. Pendant ou après le repas, une discussion est organisée, autour des enjeux de production et de consommation alimentaire, du local au mondial.

Une initiative similaire avait déjà été expérimentée à Huy dans les années 80. Intitulée « *Les Fourneaux sans frontières* », le but était de partir à la découverte d'autres cultures en confectionnant ensemble un repas proposé par des personnes d'origine étrangère.



Cette démarche démarre avec une activité conviviale autour de la confection d'un repas avec des personnes du milieu populaire. L'objectif initial est de leur permettre de sortir de l'isolement et/ou de se nourrir sainement sans frais. Mais c'est aussi l'opportunité d'aborder un thème qui concerne et intéresse tout le monde (la qualité de l'alimentation) et qui peut être l'amorce de réflexions beaucoup plus larges (l'agrobusiness, le gaspillage, l'impact environnemental, le réchauffement climatique...).

Il est cependant difficile de mobiliser les personnes pour participer à l'ensemble de l'activité : récolte au marché, préparation du repas, organisation d'un débat. Cela demande une infrastructure adéquate (cuisine, salle) et beaucoup d'énergie pour les animateurs. Et pour éviter le risque de lassitude, le groupe doit se montrer ouvert à l'élargissement à d'autres thématiques de débat tout en ne dénaturant pas les objectifs du projet.

ALLER VERS LES PUBLICS PRÉCARISÉS

L'analyse des caractéristiques sociologiques des membres du mouvement et le constat d'un « éclatement » du milieu populaire¹ ont conduit les EP à aller davantage à la rencontre des publics « désaffiliés » là où ils sont, notamment en travaillant en partenariat avec les CPAS. Ces partenariats sont assumés et mis en place à certaines conditions, sur base d'un conventionnement clair. Les

personnes participent aux activités sur base volontaire (pas d'obligation de participation, pas de contrôle ni de sanction du CPAS). Les thématiques et les méthodes d'animation sont proposées par les animateurs du mouvement en concertation avec les participants. Il est demandé au personnel du CPAS de ne pas être présent durant les animations.

Différents types d'expériences ont été menées tant avec des CPAS qu'avec des organismes d'insertion socio-professionnelle : création et entretien d'un potager collectif, visites de sites et d'associations, création théâtrale, animations sur la sécurité sociale, sur le budget et l'endettement, etc. Certains groupes ont cependant décidé d'interrompre leur collaboration avec le CPAS lorsque celui-ci ne percevait pas la légitimité d'une démarche d'éducation permanente, ou lorsqu'il ne laissait pas au groupe suffisamment d'autonomie.

Ce type d'initiative permet d'aller réellement vers les milieux populaires les plus précarisés, de rompre l'isolement et le sentiment de honte en permettant la rencontre et l'échange avec d'autres personnes qui rencontrent -ou non- des situations de vie similaires. Il démontre la nécessité de créer et maintenir du lien social dans toute démarche d'éducation permanente.

Le mouvement s'est largement questionné (et se questionne encore) sur la frontière parfois floue entre travail social et éducation permanente. Au sein même du mouvement, certains animateurs

peuvent être réticents à ce type de partenariat, considérant que c'est « *mettre une casserole sur le couvercle de la pauvreté plutôt que de s'attaquer à ses racines* ». Mais vu la précarisation des publics, nous constatons que l'éducation permanente doit de plus en plus tenir compte des situations personnelles de vulnérabilité et les intégrer dans sa manière d'entrer en contact avec le public, dans le choix des thématiques, les méthodes utilisées, etc.

UN COMBAT DE LONGUE HALEINE CONTRE LES LOYERS ABUSIFS

En 2010, le mouvement décide de faire campagne sur le coût des loyers qui grève le budget des personnes qui n'ont pas accès à la propriété, en particulier à Bruxelles. Des outils sont proposés pour permettre aux groupes de faire dans leur quartier le relevé des logements mis en location (prix, qualité). Devant les abus constatés dans certains quartiers ou villes, l'idée d'un encadrement des loyers fait son chemin. Grâce à la persévérance de certains groupes et de leurs animateurs, cet objectif se concrétise à Bruxelles en 2021 par l'adoption d'une ordonnance régionale instaurant une grille des loyers, accompagnée d'un mécanisme de contrôle et d'arbitrage (commissions paritaires locatives). Cette grille est devenue contraignante en 2025. À Bruxelles, des groupes de soutien aux locataires ont été créés pour les aider à renégocier le prix de leur loyer lorsque celui-ci était manifestement abusif par rapport à la qualité et la salubrité du logement. Ailleurs, d'autres groupes font pression sur les autorités communales pour lutter contre les logements vides.

Les groupes qui s'intéressaient à la question du logement (principalement à Bruxelles mais aussi à Namur, à Liège et dans le Hainaut occidental) ont été soutenus par le mouvement qui a consacré des moyens financiers et humains pour

les soutenir. Cette démarche consacre une éducation permanente directement politique : il s'agit de réclamer des améliorations concrètes du droit au logement. C'est un travail pédagogique et politique de longue haleine, comprenant de la mutualisation, de la mise en réseau, du plaidoyer, du lobbying. La difficulté réside alors dans le grand écart entre des groupes concrets de locataires et tout le déploiement des dispositifs de plaidoyer politique et de défense juridique – où l'éducation permanente peut se perdre en chemin.

ALLER SUR L'ESPACE PUBLIC

Certains groupes voient le jour grâce à la rencontre de quelques personnes qui ressentent rapidement l'envie ou la nécessité de « sortir de leur coquille » et de porter leurs réflexions et leurs questionnements sur l'espace public. Ces rencontres prennent la forme de *Cafés citoyens* à Nivelles ou de *Midis-cinés* à Liège, à Verviers ou en Wallonie picarde.

Ces groupes se rencontrent pour définir ensemble la programmation des sujets qu'ils veulent mettre en débat, le choix des intervenants ou des films, l'animation, la logistique, la promotion de l'activité. C'est la notion de co-construction qui soude le groupe : les participants mettent leurs connaissances et leurs compétences en commun (logistique, animation...) pour mettre en débat les questions qui les préoccupent sur l'espace public. L'écueil à éviter est que le groupe se contente d'organiser la logistique sans prendre le temps de la réflexion et de l'évaluation, avant et après les activités publiques.

Ce modèle de groupe répond à une critique souvent formulée par les cercles libéraux envers l'éducation permanente, considérant que celle-ci « ronronne en vase clos » sans avoir suffisamment de rayonnement sur son environnement.

ET CE N'EST PAS TOUT !

Parmi les centaines d'expériences développées depuis la création du mouvement, les quelques exemples cités ci-dessus sont évidemment loin d'être exhaustifs. D'autres manières de faire de l'éducation permanente émergent dans notre mouvement. Qu'on pense aux initiatives de « faire ensemble », autour des jardins partagés (à Dampremy, à Baudour, ...) ou au « tricot citoyen » (à Verviers), à la chorale militante de Malmedy ou aux groupes se constituant en solidarité avec la cause palestinienne. Qu'on pense aussi aux ateliers d'arpentage et d'écriture, aux groupes liés au numérique (« ambassadeurs » et « gâchettes » du numérique), ou encore à nos trois troupes de théâtre-action, qui mettent en histoires leurs vécus et réflexions. L'objectif n'est pas de recenser tout ce qui se fait, mais bien de reconnaître qu'il y a de la place pour une multitude d'approches !

LE DÉFI DE LA DIVERSITÉ

Dans tout groupe qui est créé au départ d'une problématique ou d'une méthode bien spécifique, il y a risque d'essoufflement si le groupe ne parvient pas à élargir les thématiques de débat, à aboutir à une action concrète ou à renouveler ses pratiques.

L'éducation permanente est par définition et par nature un « processus » qui s'inscrit dans un temps plus ou moins long. Force est de constater que les groupes ont une durée de vie moins longue que par le passé, notamment parce que la grande majorité des personnes ne sont plus demandeuses d'un engagement sur le moyen ou long terme. Les groupes qui perdurent sont généralement ceux dont les membres sont soudés par des parcours de vie similaires, ou par une forte envie d'émancipation personnelle, ou par l'espoir d'obtenir une petite ou grande victoire « politique ».

En tout cas, on l'a vu, l'action d'éducation permanente n'est pas réductible à une méthode qui serait meilleure qu'une autre. L'« équipe populaire » historique est de moins en moins représentative, mais elle n'a pas disparu. L'approche « culturelle » (théâtre-action, art populaire) met en œuvre d'autres dimensions qu'une approche plus « politique » (loyers abusifs, thème commun), laquelle a des avantages différents des projets de « Faire ensemble » (jardins, tricot, tables d'autres...) ou d'organisation de débats publics. Toutes ces manières d'agir, néanmoins, participent d'un triple processus de démocratie culturelle (la culture, c'est chacun de nous), de politisation (la politique commence dès qu'il y a un « nous ») et d'éducation au sens le plus noble (sortir de soi-même), grâce au recul critique que permet la mise en travail d'un groupe.

C'est par fidélité à des principes forts que notre action d'éducation permanente s'est diversifiée et décentralisée, pour toucher au plus près les réalités de vie des milieux populaires, moins homogènes qu'autrefois. Cette diversité est donc une richesse et, paradoxalement, une réponse unifiée car correspondant à notre maxime « L'essentiel, c'est le groupe ». Mais elle conduit aussi à se demander comment lutter contre l'éclatement des situations et comment faire vivre, pas seulement des processus, mais de véritables « écosystèmes » d'éducation permanente. Laissons cela pour l'article qui suit. □

1. Le sociologue français Robert Castel distingue trois catégories de personnes du milieu populaire : les personnes intégrées, vulnérables et désaffiliées. Lire à ce sujet Muriel Vanderborght, *Vous avez dit « Milieux populaires » ? Entre position sociale commune et éclatement des réalités*, Point de repères, Équipes Populaires, décembre 2012.